



## L'économie régionale s'enlise

Si l'activité des économies émergentes a accéléré au 4<sup>e</sup> trimestre 2012 et dynamisé les échanges mondiaux, les économies avancées n'en ont pas profité : leur activité s'est repliée (-0,2 %). Dans les pays de la zone euro, le recul a été encore plus marqué (-0,6 %).

En France, l'activité a également baissé au 4<sup>e</sup> trimestre 2012 (-0,3 %). Les investissements (-0,8 %) ainsi que les exportations (-0,6 %) se sont repliés. Les dépenses de consommation des ménages ont été atones (-0,1 %).

La baisse de l'activité a pénalisé l'emploi salarié au niveau national comme en Paca (-0,3 %). Le taux de chômage a nettement augmenté, pour atteindre 11,7 % de la population

active de la région fin 2012. Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a poursuivi une progression soutenue.

Les créations d'entreprises ont diminué en Paca pour le 3<sup>e</sup> trimestre consécutif, tandis que les défaillances ont augmenté de 0,8 % sur un an. Conséquence du climat économique dégradé, les ventes de logements neufs ont de nouveau chuté au 4<sup>e</sup> trimestre 2012. En Paca, les ventes de maisons sont à leur niveau le plus bas depuis 1995.

Seule éclaircie régionale : la fréquentation des hôtels s'est maintenue en Paca, grâce à l'afflux des clients étrangers.

### Le contexte national

En France, l'activité s'est repliée fin 2012, avec une intensité toutefois moindre que dans les autres grands pays européens (-0,3 % après +0,2 %). La production manufacturière a subi un fort repli (-2,6 % après +1,1 %). Entraînées par la faiblesse des échanges dans les pays avancés, les exportations ont reculé (-0,6 % après +1,0 %), tandis que les investissements des entreprises ont diminué (-0,8 % après -0,6 %). Les dépenses de consommation des ménages ont été atones (-0,1 %, après +0,1 %).

Au 1<sup>er</sup> semestre 2013, de meilleures perspectives d'activité dans l'industrie suggèrent un repli moindre de l'activité manufacturière. Grâce à l'embellie mondiale, les exportations accélèreraient. En revanche, la demande intérieure resterait atone. Le pouvoir d'achat des ménages resterait freiné par la dégradation du marché du travail et par l'augmentation des prélèvements ; la consommation des ménages serait stable. En outre, l'investissement reculerait encore. L'activité serait ainsi quasi-stable au 1<sup>er</sup> semestre (0,0 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 puis +0,1 % au 2<sup>e</sup>) ; 74 000 emplois marchands seraient supprimés et le taux de chômage atteindrait 11,0 % mi-2013.

### Le contexte international

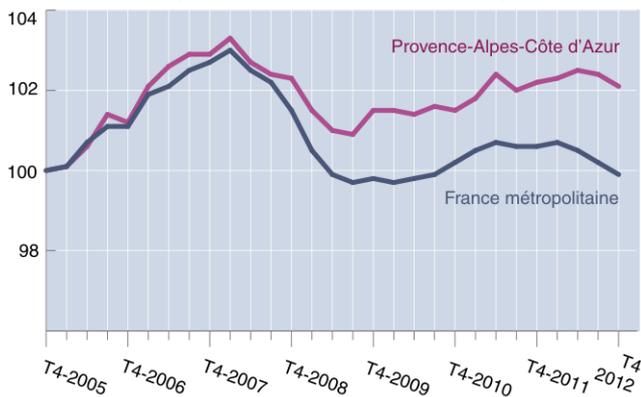
Fin 2012, l'activité a calé dans les économies avancées (-0,2 % après +0,3 % au 3<sup>e</sup> trimestre). Les économies émergentes ont pourtant gagné en dynamisme mais les économies avancées n'en ont pas profité. Aux États-Unis, malgré la résistance de la consommation des ménages et de l'investissement, l'activité a connu un trou d'air (0,0 %), en raison du repli de la consommation publique et d'importants mouvements de déstockage. En zone euro, net recul de l'activité : -0,6 % après -0,1 %. Notamment, la production manufacturière, stable au 3<sup>e</sup> trimestre, s'est fortement repliée fin 2012.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, l'activité resterait dynamique dans les économies émergentes et elle rebondirait dans les économies avancées (+0,4 %). Le rythme de progression redeviendrait soutenu aux États-Unis (+0,6 % après 0,0 %) grâce à la résistance de la demande interne et ce en dépit des hausses de prélèvements sur les ménages décidées fin 2012. Dans la zone euro, l'activité cesserait de se contracter (+0,1 % après -0,6 %), grâce au redémarrage de la locomotive allemande (+0,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre). En revanche, l'Espagne et l'Italie resteraient à la peine. L'activité des économies avancées se tasserait au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 (+0,2 %), notamment aux États-Unis sous l'effet de coupes budgétaires.

## ■ Le recul de l'emploi salarié s'accroît

En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, la baisse du nombre d'emplois salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs (58 % de l'emploi total) s'est accentuée au 4<sup>e</sup> trimestre 2012 (-0,3 %, après -0,1 %). Ces pertes d'emplois (- 3 400 emplois sur un seul trimestre) font écho à un climat conjoncturel qui demeure dégradé. Au total, sur un an, l'emploi s'est stabilisé grâce aux créations d'emplois dans le tertiaire au premier semestre. Fin décembre 2012, Paca comptait 1 108 600 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture. Ce niveau est encore largement inférieur à celui d'avant la crise de 2008-2009.

Évolution de l'emploi salarié marchand  
(en indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2005)



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.  
Note : données trimestrielles.

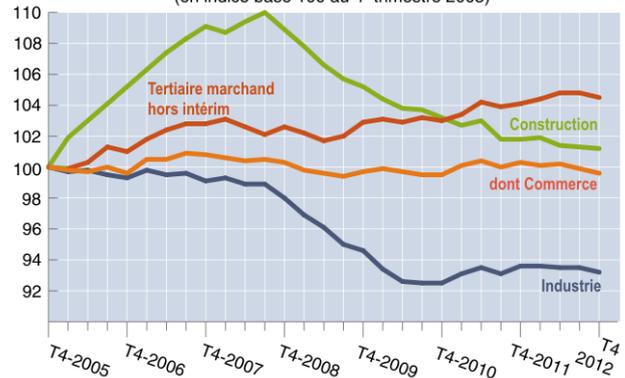
Source : Insee, estimations d'emploi

Quel que soit le secteur d'activité considéré, l'emploi régional s'est replié au 4<sup>e</sup> trimestre 2012. Dans la construction, le nombre d'emplois a encore diminué, mais à un rythme plus contenu (-0,1 %, après -0,2 % au trimestre précédent). Ce secteur subit toujours les effets d'un manque de perspectives. Les mises en chantier de logements neufs sont bien moins nombreuses qu'avant crise. De plus, les prévisions de budget concernant les travaux publics des collectivités territoriales sont en baisse. Enfin, le baromètre de l'entretien-rénovation fait toujours état d'un recul de l'activité.

Dans l'industrie, l'emploi salarié a reculé au 4<sup>e</sup> trimestre 2012 (-0,3 %). Seuls les secteurs de la « fabrication de matériels de transport » (aéronautique notamment) et de la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines » sont restés créateurs d'emploi. Dans le secteur des « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution » qui semblait présenter des facteurs de résistance, les effectifs se sont également repliés (-0,8 %).

Enfin, dans le tertiaire, l'emploi salarié a prolongé son repli, à un rythme plus soutenu qu'au trimestre précédent (-0,3 %, après -0,1 %). Cette baisse a concerné autant les services marchands, que le commerce (-0,3 %). Le recul de l'emploi intérimaire, dont les effectifs sont classés au niveau régional dans les services marchands, s'est atténué (-1,6 %, après -3,8 %). Cependant, il faut remonter à fin 2009 pour retrouver un niveau d'emplois intérimaires aussi bas dans la région (32 000 postes).

Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Paca  
(en indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2005)



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

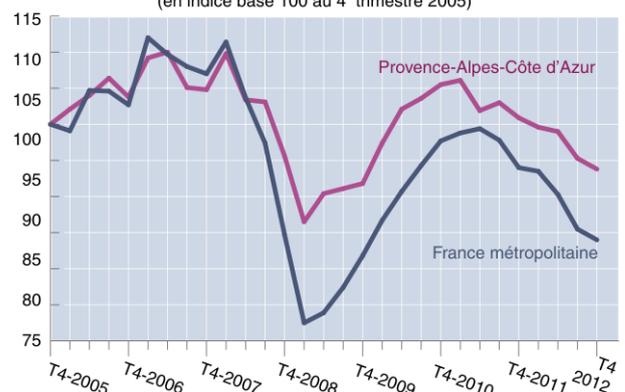
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

En **France métropolitaine**, l'emploi salarié hors agriculture et particuliers employeurs a baissé au 4<sup>e</sup> trimestre 2012 : -0,3 %, soit 45 000 postes en moins sur un seul trimestre. Comme au niveau régional, les pertes d'effectifs ont concerné l'ensemble des secteurs. Le rythme trimestriel de destructions d'emploi a particulièrement accéléré dans la construction (-0,5 %) et le commerce (-0,4 %). Confrontée à de faibles perspectives de croissance, la situation sur le marché de l'emploi continuerait de se détériorer d'ici mi-2013 : 74 000 emplois seraient ainsi supprimés au 1<sup>er</sup> semestre.

Évolution de l'emploi intérimaire

(en indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2005)



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.  
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

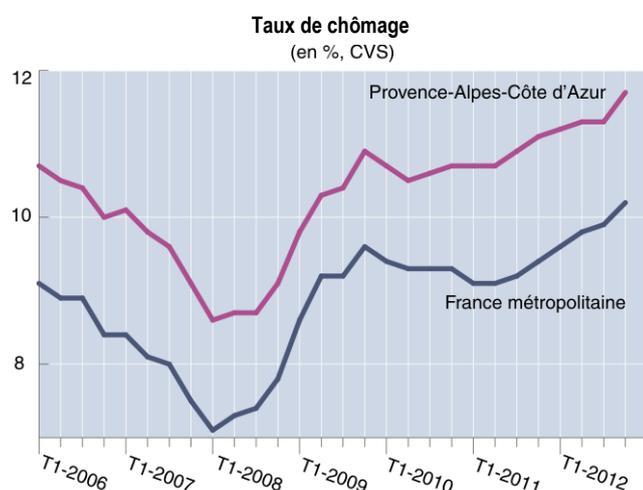
## ■ Forte hausse du chômage

En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, le taux de chômage localisé a nettement augmenté au 4<sup>e</sup> trimestre 2012 (+0,4 point) : il s'agit de la plus forte hausse observée sur un trimestre depuis fin 2009. Le taux de chômage s'établit désormais à 11,7 % de la population active. Sur un an, la progression est de 0,6 point.

La hausse du taux de chômage concerne tous les départements de la région : le Var et les Alpes-de-Haute-Provence sont les plus touchés (+0,5 point). Dans le Vaucluse, le taux de chômage atteint désormais 13,2 % de la population active, soit une augmentation de 0,4 point.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (cat. A, B et C) a continué à augmenter : + 7,2 % entre fin décembre 2011 et fin décembre 2012, soit environ 26 200 personnes supplémentaires. Depuis mi-2012, la progression du nombre de demandeurs d'emplois s'est accentuée. En janvier et février 2013, elle a encore accéléré. Fin février, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (cat. A, B et C) a franchi le seuil des 400 000 personnes pour la première fois en Paca.

La demande d'emploi des seniors poursuit une progression très soutenue dans la région : le nombre de demandeurs d'emplois de plus de 50 ans a augmenté de 15 % sur un an. Cette forte progression du chômage des seniors a débuté en 2009 et se poursuit au même rythme depuis quatre ans. La demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans progresse plus modérément : + 6,3 % sur un an dans la région. Parallèlement, le chômage de longue durée a continué d'augmenter, avec une hausse de plus de 12 % du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an : il s'agit de la plus forte augmentation sur un an depuis septembre 2011.



Note : données trimestrielles.  
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

En France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT a progressé de 0,3 point au 4<sup>e</sup> trimestre 2012, pour s'établir à 10,2 % de la population active. Sur un an, il a augmenté de 0,8 point. D'après les prévisions, la hausse devrait se poursuivre début 2013 et le taux de chômage métropolitain atteindrait 10,6 % fin juin 2013, malgré la progression des emplois aidés. L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi enregistrés au niveau national par Pôle emploi fin 2012 (+ 8,6 % sur un an) reste supérieure à celle de Paca. Début 2013, elle s'est accélérée en France comme dans la région.

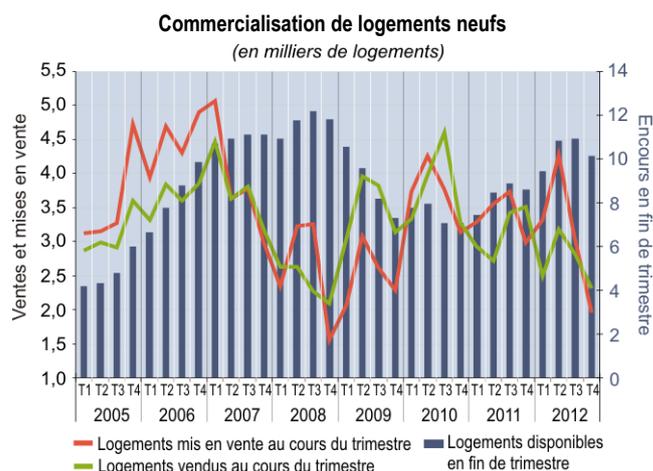
### ■ Les ventes de logements neufs au plus bas depuis 2008

Au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2012, seuls 2 000 logements neufs ont été mis en vente en Paca, soit 34,4 % de moins qu'un an auparavant (- 34,1 % au niveau national). Il faut remonter à fin 2008 pour trouver un nombre de logements proposés à l'achat aussi bas. Cette baisse a été plus soutenue pour les logements collectifs (- 35,3 %) que pour les logements individuels (- 20,1 %).

Sur la même période, seuls 2 300 logements neufs ont été vendus en Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce qui représente une baisse de 17,7 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2011 (+ 3,5 % au niveau national). Au trimestre précédent, les ventes avaient déjà reculé de 11,5 % sur un an. Ce nouveau repli des ventes a concerné les logements collectifs (- 15,5 %), et plus fortement encore les ventes de logements individuels (- 41,9 %). Seules 136 maisons ont été réservées au 4<sup>e</sup> trimestre 2012, soit le niveau de vente le plus bas depuis 1995. Au final, le nombre de logements neufs vendus en Paca chaque trimestre de l'année 2012 est resté en moyenne inférieur de 440 unités à celui de 2011.

Après avoir fortement augmenté au cours des deux trimestres précédents, le stock de logements neufs proposés à la vente a baissé pour s'établir à 10 000 logements. Un délai de trois ans (soit une hausse de trois mois par rapport au trimestre précédent) est désormais nécessaire pour écouler l'encours de logements collectifs disponibles. Ce délai s'établit à trois ans et trois mois pour les logements individuels.

Sur un an, le prix moyen au mètre carré des logements en immeubles collectifs neufs a pourtant continué d'augmenter. Il s'est établi à 4 165 € en Paca au 4<sup>e</sup> trimestre 2012 (+ 2,1 %), contre 3 782 € pour la France métropolitaine (+ 0,9 %). Dans l'individuel, le prix moyen du lot (maison et terrain) augmente également pour atteindre 279 365 € dans la région (+ 1,0 %), contre 237 901 € au niveau national (- 0,7 %).



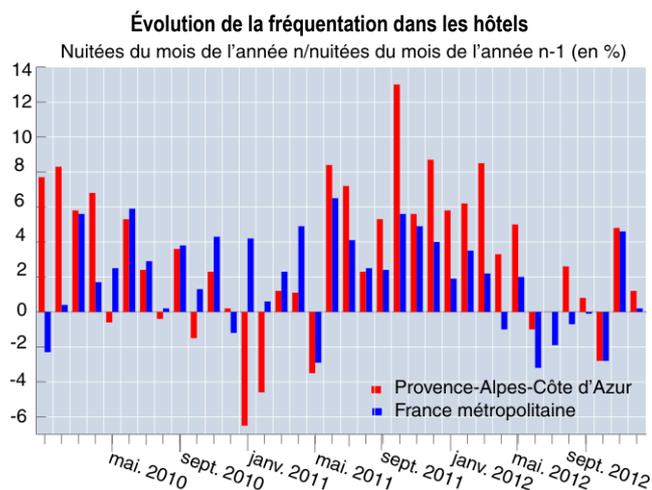
Source : SOeS, ECLN

### ■ Le tourisme hôtelier résiste grâce à la clientèle internationale

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2012, la fréquentation des hôtels de la région s'est stabilisée à un niveau élevé (+ 0,1 % sur un an, après + 1,2 % au trimestre précédent). Au niveau national, la fréquentation a été à peine plus dynamique (+ 0,3 %), avec toutefois de fortes disparités selon les régions. Alors que le nombre de nuitées a fortement reculé en Franche-Comté (- 7,3 %) ou encore en Languedoc-Roussillon (- 3,0 %), il a vivement augmenté en Auvergne (+ 6,4 %) et en Corse (+ 4,7 %). En Paca, la hausse est imputable à la seule clientèle étrangère pour le 3<sup>e</sup> trimestre consécutif (+ 7,6 %). La clientèle nationale a en effet été une nouvelle fois bien moins présente (- 3,1 %, après - 1,2 % au trimestre précédent). Phénomène déjà observé les deux trimestres précédents, les comportements des touristes étrangers ont

divergé en fonction de leur provenance. Conséquence de la crise, la clientèle des pays de la zone euro a baissé de 2,2 %. Les Néerlandais, les Espagnols et les Allemands sont en particulier venus beaucoup moins nombreux (respectivement - 16,9 %, - 12,2 % et - 7,3 %). A contrario, la fréquentation des touristes européens résidant hors zone euro (plus d'un quart de la clientèle étrangère) a fortement augmenté (+ 12,2 %) et plus particulièrement celle des Britanniques (+ 12,5 %). Ceux-ci représentent à eux seuls près de 15 % de la clientèle étrangère. Les clientèles lointaines (hors Europe) ont également été beaucoup plus présentes (+ 16,5 %). Les Russes (15 % de la clientèle lointaine) sont notamment venus beaucoup plus nombreux (+ 48,3 %, soit 19 000 nuitées supplémentaires).

Au sein des départements de la région, seuls les trois départements alpins enregistrent une hausse de fréquentation hôtelière au 4<sup>e</sup> trimestre 2012 : forte dans les Hautes-Alpes (+ 12,0 % sur un an), plus modérée dans les Alpes-Maritimes et les Alpes-de-Haute-Provence (respectivement + 3,2 % et + 3,0 %). Les bonnes conditions d'enneigement conjuguées au positionnement en milieu de semaine du jour de Noël peuvent expliquer ce bond de la fréquentation. Dans le Var, les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse, la baisse (respectivement - 6,3 %, - 5,4 % et - 5,0 %) est la conséquence d'une clientèle française venue moins nombreuse qu'un an auparavant.



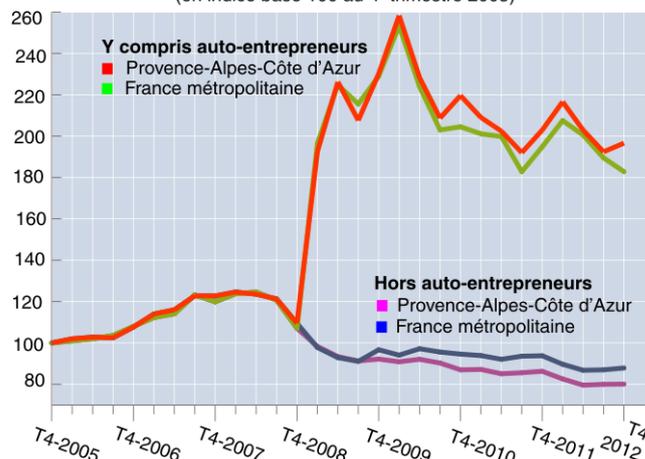
Note : données mensuelles brutes.

Sources : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux

## ■ La baisse des créations d'entreprises se poursuit

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2012, 14 400 entreprises ont été créées en Provence-Alpes-Côte d'Azur, contre 14 900 le trimestre précédent. Le nombre de créations d'entreprises a ainsi diminué de 3,5 % après une baisse de 5,5 % au 3<sup>e</sup> trimestre. En revanche, il a augmenté au niveau national (+ 2,2 %). Cette nouvelle contraction régionale de la création d'entreprises n'est cependant imputable qu'aux seules auto-entreprises. À l'origine de six nouvelles entreprises sur dix, celles-ci ont en effet diminué de 6,1 %. Les créations sous un autre statut (sociétés et autres entreprises individuelles) sont quant à elles restées stables (+ 0,1 %).

**Créations d'entreprises**  
(en indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2005)



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements)

Sur un an, le nombre de nouvelles entreprises s'est nettement contracté (- 6,1 %). Ce fléchissement, également observé au niveau national, semble répondre à la dégradation de la situation économique et au manque de perspectives qui l'accompagne.

Sur l'année 2012, le nombre de défaillances s'élève à 6 245, soit une augmentation de 0,8 % par rapport à 2011, contre 2,3 % au niveau national. En Paca, la hausse des défaillances a été particulièrement forte dans les secteurs de l'hébergement-restauration et des activités immobilières (respectivement + 18,6 % et + 6,7 %). À l'opposé, les défaillances ont fortement diminué dans le secteur du soutien aux entreprises (- 11,6 %) et dans celui de l'industrie (- 6,5 %).

Rédaction achevée le 11 avril 2013.

**Bérangère Duplouy,**  
**Éric Rubiloni,**  
Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur

## POUR EN SAVOIR PLUS

Éclaircie mondiale, l'Europe encore dans l'ombre  
[Note de conjoncture nationale de mars 2013](#)

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Institut National de la Statistique et des Études Économiques  
Provence-Alpes-Côte d'Azur  
17 rue Menpenti - 13387 Marseille Cedex 10  
Tél : 04 91 17 57 57 - Fax : 04 91 17 59 60

Directeur de la publication : Renan Duthion  
Chef du service Études et Diffusion : Olivier Biau  
Rédacteur en chef : Claire Joutard

ISSN : 2264-8275

© Insee 2013